

TORONTO – Quelques récents suicides au sein des forces policières du Canada ont poussé les organismes de défense en santé mentale à faire réentendre leurs demandes pour plus d'actions gouvernementales et une plus grande sympathie du public pour le bien-être émotionnel des policiers.

Un ensemble de facteurs rend les policiers vulnérables à la détresse mentale: les découvertes traumatisantes, les conditions de travail stressantes et une culture du silence, disent les défenseurs. Le problème est comparable à celui — beaucoup plus médiatisé — de la communauté militaire.

À la fin de septembre, selon plusieurs médias, le sergent Kal Ghadban, un agent qui avait 22 ans de métier, a été retrouvé mort dans son bureau.

Le gouvernement n'a pas de banque de données au sujet des suicides dans les rangs policiers.

L'organisme Tema Conter Memorial Trust, qui cherche à sensibiliser la population à la santé mentale des premiers répondants, a enregistré 12 suicides de policiers depuis avril seulement. Le directeur exécutif, Vince Savoia, a affirmé que la situation est comparable à celle de l'armée, où une hausse soudaine des suicides a eu lieu l'an dernier. De novembre 2013 à février 2014, l'armée a enregistré 10 suicides confirmés.

M. Savoia explique qu'il existe une culture interne, au sein des corps de police, qui empêche les agents de montrer leur détresse, perçue comme un signe de faiblesse. Cette perception est renforcée par une stigmatisation sociale plus large.

«Au sein de la société, on dit que les policiers ont choisi cette carrière, et qu'ils doivent y être préparés», ajoute-t-il. Trop souvent, j'entends: 'Tu ne trouveras pas de sympathie auprès de moi parce que c'est la carrière que tu as choisie et tu aurais dû savoir que tu ferais face à des situations comme celles-là'.»

De plus, le gouvernement fédéral n'a aucune réglementation en la matière. Il appartient donc à chaque force policière d'offrir son programme, qui résulte souvent en un nombre limité de consultations téléphoniques. D'autres couvertures d'assurances collectives ne remboursent que quelques sessions avec un psychologue. Et d'autres employeurs offrent des groupes de support par les pairs où les agents peuvent discuter entre eux des problèmes.

Toutefois, certaines forces, comme la Gendarmerie royale du Canada (GRC) reconnaît le problème et a développé, plus tôt cette année, une stratégie en santé mentale. Elle emploie une dizaine de psychologues, qui aident à coordonner un programme de guérison pour les employés en détresse.

Ce qui retient toutefois souvent les employés d'utiliser les ressources, c'est que le secret professionnel n'a pas la même teneur.

«Nous avons la responsabilité comme employeur de nous assurer que les policiers que nous envoyons sur le terrain sont en santé physiquement et mentalement, souligne le commissaire adjoint de la GRC, Gilles Moreau. Nous ne pouvons demander à nos membres d'aller chercher des services psychologiques dans la communauté sans avoir une forme de rapport pour savoir si la personne est en santé et en mesure d'être en devoir ou non.»

Si les gouvernements provinciaux pourraient faire plus pour rendre les ressources plus accessibles, estime Vince Savoia, c'est la mentalité des policiers qui doit d'abord changer.

M. Moreau est d'accord: «C'est la chose la plus importante, de dire: 'Oui, quelque chose s'est passé. (...) Certaines personnes ont plus de résilience, mais si tu ne l'as pas, c'est bien d'aller chercher de l'aide.»

Cet article [Santé mentale: le gouvernement devrait soutenir les policiers, selon des experts](#) est apparu en premier sur [L'actualité](#)

Santé mentale le gouvernement devrait soutenir les policiers selon des experts

Écrit par L'actualité

Dimanche, 05 Octobre 2014 20:33 -

Consultez la source sur Lactualite.com: [Santé mentale le gouvernement devrait soutenir les policiers selon des experts](#)